

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**GATS/SC/83/Suppl.4**

26 février 1998

(98-0706)

---

**Commerce des services**

## **SUISSE**

### **Liste d'engagements spécifiques**

#### **Supplément 4**

(Seuls les textes anglais et français font foi)

---

Le texte ci-joint remplace le document GATS/SC/83/Suppl.1 qui porte sur les services financiers.

**SUISSE**  
**PROJET DE LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES**

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS			
<u>Services d'assurance et services connexes</u>	Les engagements concernant les services de banque, de valeurs mobilières et d'assurance sont pris conformément au Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers (ci-après dénommé "le Mémoire") sous réserve des limitations et conditions indiquées dans la Partie I (Engagements horizontaux) et des limitations et conditions énumérées ci-après. Il est entendu que le paragraphe B.4 du "Mémoire" n'impose aucune obligation d'autoriser les fournisseurs non résidents de services financiers à solliciter la clientèle.		
	Droits de monopole visés au paragraphe B.1 du "Mémoire": un monopole public de l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les éléments naturels existe dans les cantons suivants: Zurich, Berne, Lucerne, Nidwalden, Glaris, Zoug, Fribourg, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Argovie, St-Gall, Grisons, Appenzell-Rhodes extérieures, Thurgovie, Vaud, Neuchâtel, Jura. Dans les cantons de Nidwalden et de Vaud, le monopole public de l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les éléments naturels couvre également les biens mobiliers situés à l'intérieur des bâtiments.		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	1) Transactions visées au paragraphe B.3 du "Mémorandum": présence commerciale en Suisse obligatoire pour le placement d'assurances responsabilité des aéronefs.	1) L'acquisition de biens immobiliers par des étrangers est limitée comme indiqué dans la Partie I; cependant, les compagnies d'assurance étrangères ou contrôlées par des étrangers sont autorisées à investir dans la propriété immobilière, à condition que la valeur de l'ensemble des immeubles de l'acquéreur ne dépasse pas les réserves techniques requises pour les activités de la compagnie en Suisse, et à acquérir des propriétés à titre de nantissement des prêts hypothécaires en cas de faillite ou de liquidation.		
	2) Transactions visées au paragraphe B.4 du "Mémorandum": présence commerciale en Suisse obligatoire pour le placement d'assurances responsabilité des aéronefs.	2) Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Les bureaux de représentation ne peuvent pas mener d'activités commerciales ni agir en qualité d'agents; les compagnies d'assurance constituées selon la législation suisse doivent revêtir la forme légale d'une société anonyme (Aktiengesellschaft) ou d'une société coopérative (Genossenschaft); l'établissement de succursales de compagnies d'assurance étrangères nécessite que la forme légale de la compagnie d'assurance dans le pays de son siège principal soit comparable à celle d'une société anonyme ou d'une société coopérative de droit suisse; pour pouvoir participer au régime de base de l'assurance maladie, les fournisseurs de services d'assurance maladie doivent être organisés selon l'une des formes légales suivantes: l'association (Verein), la société coopérative, la fondation (Stiftung) ou la société anonyme; pour être admis à participer au régime statutaire de prévoyance professionnelle (Berufsvorsorge), les caisses de pensions doivent être constituées sous la forme d'une société coopérative ou d'une fondation.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I.</p>	<p>3) Une expérience de trois ans au moins dans le secteur de l'assurance directe dans le pays du siège principal est requise; l'acquisition de propriétés immobilières par des étrangers est limitée comme indiqué dans la Partie I; cependant, les compagnies d'assurance étrangères ou contrôlées par des étrangers sont autorisées à investir dans la propriété immobilière, à condition que la valeur de l'ensemble des immeubles de l'acquéreur ne dépasse pas les réserves techniques requises pour les activités de la compagnie en Suisse, et à acquérir des propriétés à titre de nantissement des prêts hypothécaires en cas de faillite ou de liquidation.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance)	<p>Droits de monopole visés au paragraphe B.1 du "Mémorandum": deux instituts d'émission d'obligations hypothécaires se sont vu accorder le droit exclusif d'émettre certaines obligations hypothécaires (lettres de gage, Pfandbrief); seules peuvent appartenir au premier institut les banques cantonales suisses; s'agissant du deuxième institut, les banques dont le siège principal est en Suisse et dont les prêts hypothécaires consentis sur le plan national représentent au moins 60 pour cent du bilan peuvent en être membres; l'émission d'autres obligations assorties d'une garantie hypothécaire n'est pas affectée par ce règlement.</p> <p>1)* Les parts de fonds de placement étrangers ne peuvent être commercialisées et distribuées que par l'intermédiaire d'un représentant autorisé résidant en Suisse; les émissions en francs suisses ne peuvent avoir pour chef de file qu'une banque ou un négociant en valeurs mobilières qui a en Suisse une présence commerciale (autre qu'un bureau de représentation).</p>	<p>1) L'acquisition de propriétés immobilières par des étrangers est limitée comme indiqué dans la Partie I; cependant, les banques étrangères ou contrôlées par des étrangers sont autorisées à acquérir des propriétés à titre de nantissement des prêts hypothécaires en cas de faillite ou de liquidation; l'émission de parts de fonds de placement étrangers est soumise au droit de timbre.</p>	

\* Cet engagement s'applique non seulement aux transactions visées au paragraphe B.3 du "Mémorandum" mais à tout l'éventail des opérations bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance).

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	2) Les émissions en francs suisses ne peuvent avoir pour chef de file qu'une banque ou un négociant en valeurs mobilières qui a en Suisse une présence commerciale (autre qu'un bureau de représentation).	2) Néant		
	3) La présence commerciale des fournisseurs de services financiers étrangers est subordonnée à des conditions particulières concernant la raison sociale de l'établissement et les règlements applicables aux établissements financiers dans le pays d'origine; l'établissement d'une présence commerciale peut être refusé aux fournisseurs de services financiers dont les actionnaires et/ou propriétaires bénéficiaires ultimes sont des personnes d'Etats non signataires de l'AGCS; les bureaux de représentation ne peuvent ni conclure des affaires, ni agir en qualité d'agents.	3) L'acquisition de propriétés immobilières par des étrangers est limitée comme indiqué dans la Partie I; cependant, les banques étrangères ou contrôlées par des étrangers sont autorisées à acquérir des propriétés à titre de nantissement des prêts hypothécaires en cas de faillite ou de liquidation.		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I.		